



ÉDITO

@defibrilators

VANIK BERBERIAN

Président AMRF

Stop ou encore ?

Après soixante années de concentration urbaine, fruit d'une conception mythique du développement, après soixante années de déséquilibre territorial, l'espace rural, comme assigné à résidence et empêché d'inventer, s'est vu confiné dans une fonction statique par les générations successives de responsables politiques, eux-mêmes orientés en cela par les générations successives de technocrates.

Si les œillères empêchent au cheval d'avoir peur, elles en réduisent fortement le champ de vision. Il est temps pour nous tous, de reconsidérer la place des territoires dans la géographie politique et institutionnelle. Le gouvernement précédent avait exprimé l'ambition ministérielle d'une « égalité des territoires ». Cet objectif, certes un brin utopique dans sa formulation, a été anéanti par la loi Maptam et par son coup de grâce final, la loi NOTRe. Le gouvernement actuel quant à lui, invente le concept de « cohésion des territoires ». Dont acte !

Alors commençons par le commencement et introduisons dans le texte Constitutionnel la notion de territoire, d'espace, de densité de population et reconnaissons également aux territoires ruraux le droit d'être. C'est à ce prix que le mot COHESION aura la crédibilité nécessaire et sera investi de sens.

L'AMRF, on s'en souvient, avait courageusement et inhabituellement dans ce genre de circonstances, émis une opinion lors de l'élection présidentielle. C'est à ce titre que nous nous autorisons un bilan de cette première année de gouvernance. Or, force est de constater que les motifs de mécontentements sont lourds. Remise en cause de la décentralisation par l'affaiblissement de l'autonomie des collectivités, étranglement par amputations des dotations financières (que les efforts de communication n'arrivent pas à masquer), négation de la liberté et du droit légitime des élus à choisir ce qui convient localement en matière de compétence eau et assainissement, grignotage insidieux des pouvoirs des maires en matière d'urbanisme et de police de la route, etc.

C'est fou comme finalement, le « nouveau monde » a du mal à se débarrasser du costume de l'ancien. Il faut dire qu'ils ont le même tailleur... l'État.

Mesdames et Messieurs les parlementaires, Mesdames et Messieurs membres du gouvernement, Monsieur le Président de la République, par la réforme de la Constitution, vous portez et partagez l'immense responsabilité d'écrire une nouvelle page dans l'histoire de notre pays et dans le quotidien de nos concitoyens.

L'adaptation des règles fondamentales qui nous gouvernent depuis soixante ans aux réalités d'aujourd'hui et aux impératifs de demain, l'indispensable considération climatique, la redéfinition de l'articulation rural/urbain, la recherche d'une meilleure cohésion sociale et sociétale, la réduction des fractures multiples par la recherche d'une véritable cohésion sont autant d'enjeux que vous ne pouvez esquiver plus longtemps.

Ne ratez pas cette occasion. Il est plus que temps.